

■ Israël | Série (1/6)

# En quête d'identité

► Le 14 juillet dernier, une jeune étudiante de Tel-Aviv décide de planter sa tente sur le boulevard Rothschild pour protester contre le coût du logement. C'est le début d'un gigantesque mouvement d'indignation populaire qui va agiter la rue israélienne pendant plusieurs mois.

Reportage Grégoire Comhaire  
Envoyé spécial à Tel-Aviv et Jérusalem

On l'a connue bruyante, embouteillée et grouillante de monde. On l'a connue en travaux et transformée en tranchées pendant l'immense chantier qui devait y amener le très controversé "tramway". A Jérusalem "Jaffa street" s'offre désormais une nouvelle jeunesse. Les piétons l'occupent entièrement, ne s'écartant que pour laisser la place au tramway qui relie les quartiers ouest et est de la ville. Jaffa street, où il y a quelques semaines, une cinquantaine de personnes se sont retrouvées avec pancartes, calicots et haut-parleurs pour marcher ensemble vers la résidence du Premier ministre Benyamin Netanyahu, soutenues par les klaxons de nombreux automobilistes.

Il y a là des jeunes aux cheveux longs. Beaucoup de moins jeunes aussi. Des couples, des retraités, des familles... Tous ont en commun d'être les derniers rescapés d'une gigantesque vague d'indignation qui a occupé la rue israélienne durant tout l'été. Une vague d'indignation qui s'est essoufflée durant l'hiver, mais que les organisateurs aimeraient bien voir reprendre avec le retour des beaux jours, appelant à un grand rassemblement à Jérusalem, le 23 mai prochain.

Tout commence le 14 juillet dernier. Une jeune étudiante en cinéma, Dafni Leef, qui travaille comme serveuse pour payer ses études, est expulsée de son appartement par son propriétaire. Alors qu'elle cherche un nouveau logement, elle comprend vite qu'avec ses moyens, il lui sera quasiment impossible de trouver à se reloger à Tel-Aviv. Avec son amie Stav Shaffir, journaliste au quotidien "Yedioth Aharonot", elle décide alors d'aller dormir dans une tente sur le boulevard Rothschild, l'une des artères les plus branchées de la métropole israélienne.

Les deux jeunes femmes lancent un appel sur Facebook. En quelques jours, elles sont rejointes par des centaines de leurs concitoyens qui décident à leur tour de planter leur tente pour protester contre le coût de la vie et les problèmes de logement. "Le premier jour, la police est venue pour nous convaincre de partir car nous n'avions pas l'autorisation de camper là", se souvient Stav Shaffir. "Le hasard a voulu que cette interdiction coïncide avec l'adoption à la Knesset de la loi dite du "Boycott" qui criminalise les personnes appelant au boycott des colonies. Les gens y ont vu une menace contre la liberté d'expression et nous ont rejoint par centaines."

Deux semaines plus tard, on compte pas moins de 120 campements dans tout le pays. Des tentes sont dressées dans les parcs, occupées par une classe moyenne d'ordinaire silencieuse, qui se découvre soudainement une envie commune de hurler sa colère contre un Etat qui, disent-ils, "a cessé d'assumer le contrat social qui les lie à ses citoyens". Parmi eux, Déborah Lévy, 62 ans, née au Maroc et immigrée en

## Épingle

### Les fractures d'Israël

Jamais loin de l'actualité, Israël renvoie souvent d'elle-même l'image d'une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fractures internes qui posent parfois la question de l'existence d'un socle identitaire commun. Durant une semaine, "La Libre" vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la compose.

- **Ce lundi:** les kibboutz, l'utopie fondatrice de l'Etat, qui cherchent désormais à survivre.
- **Mardi:** l'Alyah, et la difficulté de certains migrants à trouver leur place dans leur nouveau pays.
- **Mercredi:** les Arabes israéliens, une minorité prise au piège par le conflit.
- **Jedi:** les ultra-orthodoxes et l'opposition entre laïcs et religieux.
- **Vendredi:** les colons, pionniers pour certains, fossoyeurs de la paix pour d'autres.



Israël en 1952 avec ses parents. Dès le début du mouvement, un immense souffle d'espoir gagne son petit appartement des faubourgs de Jérusalem. Impossible pour elle de ne pas rejoindre la foule dehors. Avec sa fille, et les deux bébés de celle-ci, elles vont camper durant trois semaines dans une petite tente à Kyriat Yovel. "J'ai occupé 41 logements ces 27 dernières années" explique-t-elle. "Je n'en peux plus. Mes parents ont travaillé toute leur vie pour construire ce pays, et moi aussi. J'ai payé mes impôts, j'ai fait deux ans d'armée, j'ai fait tout ce qu'il fallait pour être une bonne citoyenne. Mais aujourd'hui, je suis dans le besoin et l'Etat me laisse sans ressources."

Très vite, le mouvement qui avait débuté sur les problèmes de logement débordait vers d'autres problématiques. "Dans les campements, on se mettait à parler d'éducation, de social, de tout ce qui n'allait plus dans le pays" poursuit Stav Shaffir. "Le logement n'était plus qu'un prétexte pour canaliser tout le mécontentement des citoyens." Le 3 septembre, 400 000 personnes défilent dans les rues de Tel Aviv sous le slogan de la "justice sociale". Du jamais vu dans un pays d'à peine 7 millions d'habitants, où l'essentiel du débat public est généralement focalisé sur les problèmes de sécurité.

L'ampleur du "mouvement des tentes" surprend les organisateurs eux-mêmes. Au plus fort de celui-ci, les sondages indiquent que 80% des Israéliens le soutiennent. Et dans le contexte des "Printemps arabes", des indignés de la Puerta del Sol et du mouvement Occupy Wall Street, certains observateurs concluent alors de manière hasardeuse que la vague d'indignation populaire a fini par atteindre les rivages de la Terre sainte. Mais les choses sont loin d'être aussi évidentes. "Il faut bien comprendre que la sociologie d'Israël est très particulière" explique Stav Shaffir. La société est divisée, traversée de multiples fractures internes, "et nous passons notre temps à nous battre l'un contre l'autre."

Parmi ces lignes de fracture, il y a celle qui oppose la gauche et la droite, divisées sur la question des colonies et sur la position à adopter vis-à-vis des Palestiniens. Il y a celle qui oppose les laïcs et les religieux, le morcellement ethnique d'un pays fondé par des immigrants venus d'horizons, de culture et de milieux sociaux très diversifiés. Il y a enfin des différences socio-économiques extrêmes, apparues en trois décennies à peine, quand le pays a pris un tournant néo-libéral radical après avoir longtemps reposé sur des valeurs égalitaires et un système social qui faisait sa fierté.

Il est loin le temps des kibboutz, ces petites communautés sans salaire qui exportaient leurs oranges sur les marchés d'Europe tout en assurant la défense du territoire et en contribuant à l'accueil et à l'absorption des nouveaux migrants. Désormais, le pays est à la pointe dans le secteur des nouvelles technologies et dans l'industrie de la défense. La richesse s'affiche sans complexe dans les banlieues aisées d'Herzelya ou de Ramat Hasharon, tandis



Soixante-quatre ans après sa déclaration d'indépendance, Israël reste un pays jeune. Une société en pleine construction, à la recherche d'un projet commun.

que dans les HLM de Lod ou de Sderot, les fruits de la croissance ne sont guère visibles de prime abord.

Même s'il parvient encore à rester épargné par la crise économique mondiale, Israël est aujourd'hui le pays le plus inégalitaire de l'OCDE, derrière les Etats-Unis. Un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté. Mais bien que rejoint sur la fin par les classes populaires, le "mouvement des tentes", est avant tout une grande expression de "ras-le-bol" de la classe moyenne, estime Eliezer Ben-Rafael, professeur de sociologie à l'université de Tel-Aviv. "La classe moyenne a le sentiment d'être discriminée par rapport à d'autres parties de la société", explique-t-il. Pointés du doigt notamment, les ultra-orthodoxes qui échappent au service militaire et reçoivent des subventions de l'Etat mais aussi les colons de Cisjordanie, dont la protection coûte cher et mobilise bon nombre de conscrits durant les trois

années de service militaire obligatoire.

Pourtant le mouvement des tentes s'est bien gardé d'adopter une position politique officielle par rapport à ces sujets. "La classe moyenne est divisée sur ses options politiques" poursuit Eliezer Ben-Rafael. Et plutôt que de se politiser pour devenir une force parmi toutes celles qui s'opposent en Israël, les leaders du mouvement des tentes ont fait le choix de fédérer l'ensemble de la société israélienne sous un seul slogan : "Nous sommes le peuple".

Le peuple... Un puzzle d'Ashkénazes, de Sépharades, de Juifs, d'Arabes, de Russes, d'Ethiopiens, de religieux, de laïcs, de colons, de pacifistes... L'affaire est loin d'être évidente. "Nos grands-parents ont voulu créer un pays nouveau. Mais aujourd'hui on se rend compte qu'ils n'ont jamais donné de fond à cette idée", explique Stav Shaffir. Un champ de bataille entre différents groupes aux intérêts divergents, ou au contraire un pays fondé sur un projet commun de justice sociale.

Observer la composition de la Knesset donne une idée de l'ampleur de la tâche, et du fameux champ de bataille dont il est question. A côté des partis traditionnels de gauche (Meretz/HaAvoda) et de droite (Likoud/Kadima), on trouve le parti d'extrême-droite "Israel Beitenou" du ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, qui compte l'essen-

**"Dans les campements, on se mettait à parler d'éducation, de social, de tout ce qui n'allait plus dans le pays. Le logement n'était plus qu'un prétexte pour canaliser le mécontentement des citoyens."**

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.